



3

Rapport trimestriel, période terminée le 31 juillet 2007 Transat A.T. inc.

Le présent rapport de gestion passe en revue l'exploitation de Transat A.T. inc., sa performance et sa situation financière pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2007, par rapport au trimestre et à la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2006 et doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés du troisième trimestre des exercices 2007 et 2006, les notes y afférentes et le rapport annuel de 2006, y compris le rapport de gestion et la section sur les risques et incertitudes. L'objet du présent document est de présenter une mise à jour, à la suite du troisième trimestre, de l'information présentée dans le rapport de gestion de notre rapport annuel de 2006. Les risques et incertitudes énoncés dans ce dernier sont intégrés aux présentes par renvoi et demeurent en substance inchangés. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 5 septembre 2007. Vous trouverez de plus amples renseignements à notre sujet dans le site Web de Transat à l'adresse www.transat.com et dans le site SEDAR à l'adresse www.sedar.com, dont les lettres d'attestation pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007 et la notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006.

Nos états financiers sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada («PCGR»). Dans ce rapport de gestion, nous présenterons parfois des mesures financières non conformes aux PCGR. Ces mesures n'ont pas de sens prescrit par les PCGR, et il est donc peu probable qu'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Elles ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire et ne devraient pas remplacer d'autres mesures de rendement préparées en vertu des PCGR. Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions «Transat», «nous», «notre», «nos» ou la « société », sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

Avertissement en ce qui concerne les déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion contient certaines déclarations prospectives à l'égard de la société. Ces déclarations prospectives se reconnaissent à l'emploi de termes et d'expressions comme «s'attendre à», «anticiper», «planifier», «croire», «estimer», «avoir l'intention de», «viser», «projeter», «prévoir», ainsi que des formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, y compris les renvois à des hypothèses. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes en vigueur. Ces déclarations peuvent porter, sans toutefois s'y limiter, sur des observations concernant les stratégies, les attentes, les activités planifiées ou les actions à venir.

Les déclarations prospectives sont, de par leur nature, assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Les résultats qui y sont présentés peuvent donc différer sensiblement des résultats réels pour diverses raisons comprenant, sans toutefois s'y limiter, les conditions météorologiques extrêmes, les conflits armés, les attentats terroristes, les prix de l'énergie, les conditions du secteur, du marché et de l'économie en général, l'apparition de maladies, l'évolution de la demande compte tenu du caractère saisonnier du secteur, la capacité de réduire les coûts d'exploitation et les effectifs, les relations de travail, les négociations collectives et les conflits de travail, les questions de retraite, les taux de change et d'intérêt, l'évolution de la législation, des développements ou procédures réglementaires défavorables, les litiges en cours et les poursuites intentées par des tiers, ainsi que d'autres risques expliqués en détail de temps à autre dans les documents d'information de la société.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

Lorsqu'elle a fait des déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion, la société a fait un certain nombre d'hypothèses sur l'économie, le marché, les activités, la situation financière, les opérations et les déclarations prospectives.

À titre d'exemples de déclarations prospectives citons, sans toutefois s'y limiter, les déclarations concernant

- *La perspective de la société selon laquelle le nombre de réservations de voyage sera plus élevé qu'à l'exercice précédent.*
- *La perspective de la société selon laquelle les flux de trésorerie provenant de l'exploitation, les fonds dont elle dispose et les emprunts sur ses facilités de crédit seront suffisants pour combler ses besoins en fonds de roulement.*

En faisant ces déclarations, la société a supposé que les tendances des réservations se poursuivront jusqu'à la fin de la saison, que la société ne peut prédire l'incidence qu'aura les prix de l'énergie et les taux de change futurs sur ses résultats financiers, que les facilités de crédit continueront d'être disponibles comme par le passé, que la direction continuera de gérer les fluctuations de trésorerie pour financer ses besoins en fonds de roulement pour l'exercice complet. Si ces hypothèses se révèlent incorrectes, les résultats réels et les développements pourraient différer considérablement de ceux envisagés dans les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion.

La société considère que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables.

Ces déclarations reflètent les attentes actuelles concernant des événements et le rendement d'exploitation futurs, et ne sont pertinentes qu'à la date de publication du présent rapport de gestion, et représentent les attentes de la société à cette date. La société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, à l'exception de ce qui est exigé par la loi.

Faits saillants financiers

Trimestres et périodes de neuf mois terminés le 31 juillet (en milliers de dollars)

	2007 \$	Trois (3) mois 2006 \$	Écart \$	Écart %	2007 \$	Neuf (9) mois 2006 \$	Écart \$	Écart %
États consolidés des résultats								
Revenus	741 762	611 107	130 655	21,4	2 365 499	1 984 252	381 247	19,2
Marge ¹	24 722	15 606	9 116	58,4	112 615	98 123	14 492	14,8
Bénéfice net	16 749	4 205	12 544	298,3	72 825	52 218	20 607	39,5
BPA – De base	0,50	0,12	0,38	316,7	2,15	1,48	0,67	45,3
BPA – Dilué	0,49	0,12	0,37	308,3	2,13	1,45	0,68	46,9
Dividendes déclarés et versés par action	0,09	0,07	0,02	28,6	0,25	0,07	0,18	257,1
États consolidés des flux de trésorerie								
Activités d'exploitation	33 620	62 109	(28 489)	(45,9)	178 214	144 587	33 627	23,3
	Au 31 juillet 2007	Au 31 octobre 2006	Écart \$	Écart %				
Bilans consolidés								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	297 680	214 887	82 793	38,5				
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés	184 947	203 613	(18 666)	(9,2)				
Placements temporaires	38 801	—	38 801	s.o.				
	521 428	418 500	102 928	24,6				
Actif total	1 138 125	959 195	178 930	18,7				
Dette (à court terme et à long terme)	58 302	87 404	(29 102)	(33,3)				
Dette totale ¹	313 516	407 741	(94 225)	(23,1)				
Dette nette ¹	(22 965)	192 854	(215 819)	(111,9)				

¹Mesures financières non conformes aux PCGR

Les expressions «marge», «marge brute d'autofinancement», «dette totale» et «dette nette» n'ont pas de sens prescrit par les PCGR du Canada et il est donc peu probable qu'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Cependant, ces expressions sont présentées de manière uniforme d'un exercice à l'autre, car la direction les utilise pour mesurer le rendement financier de la société.

La marge est utilisée par la direction comme indicateur pour évaluer la performance opérationnelle continue et la performance opérationnelle récurrente. La marge correspond aux revenus moins les dépenses d'exploitation, selon les états consolidés des résultats non vérifiés.

La marge brute d'autofinancement est utilisée par la direction comme indicateur pour évaluer le rendement opérationnel et la capacité de la société de

respecter ses obligations financières. La marge brute d'autofinancement correspond aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation desquels on soustrait la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liée à l'exploitation, la variation nette des autres passifs et la variation nette des dépôts, coûts et provision pour remise en état des moteurs et cellules selon les états consolidés des flux de trésorerie.

La dette totale est utilisée par la direction pour déterminer les besoins futurs de liquidités de la société. Elle est représentée par la combinaison de la dette au bilan (dette à long terme et débetures) et des ententes hors bilan présentées à la page 11.

La dette nette est utilisée par la direction pour évaluer sa situation de trésorerie. Elle correspond à la dette totale (décrite ci-haut) moins la trésorerie et équivalent de trésorerie non détenus en fiducie ou autrement réservés et les placements temporaires.

Transat compte parmi les plus grands voyagistes entièrement intégrés de calibre international en Amérique du Nord. Nous exerçons nos activités uniquement dans le secteur des voyages vacances, et nous commercialisons principalement nos produits dans deux secteurs géographiques, soit l'Amérique du Nord et l'Europe. Transat a pour activité principale l'élaboration et la commercialisation de services de voyages vacances, sous forme de forfait ou non, y compris des sièges d'avion. Nous agissons à la fois comme voyagiste expéditeur et comme voyagiste réceptif en regroupant des services achetés au Canada et à l'étranger pour les revendre au Canada, en France, au Royaume-Uni et ailleurs, principalement par l'intermédiaire d'agences de voyages, dont certaines nous appartiennent. En effet, Transat est également un important distributeur au détail, comptant au total environ 500 agences de voyages et un système de distribution multi canaux faisant notamment appel à Internet. Transat s'appuie sur sa filiale Air Transat, le plus important transporteur aérien nolisé international au Canada, pour combler une partie importante de ses besoins en sièges d'avion. Nous offrons également des services à destination, des services de gestion hôtelière et des services aéroportuaires.

Le marché du tourisme international est en croissance et les touristes internationaux ont des marchés d'origine et des destinations de plus en plus variés. La vision de Transat est de maximiser la valeur pour les actionnaires en pénétrant de nouveaux marchés, en accroissant sa part de marché et en maximisant les bénéfices de l'intégration verticale. Nous sommes un leader sur le marché canadien, où nous exerçons nos activités comme voyagiste expéditeur et voyagiste réceptif, en plus d'être la plus importante société de vols nolisés internationaux. Nous sommes solidement implantés en France et au Royaume-Uni comme voyagiste expéditeur, de même qu'en Grèce comme voyagiste réceptif. Nous offrons à nos clients une vaste gamme de destinations internationales, dans quelque 60 pays. Au fil du temps, nous voulons élargir nos activités dans d'autres pays où nous croyons qu'il existe un fort potentiel de croissance pour un voyagiste intégré, spécialisé dans les voyages vacances, notamment aux États-Unis et dans d'autres pays d'Europe.

Nous avons un plan stratégique triennal (2006-2008) axé sur la croissance et la rentabilité. Nous misons sur l'augmentation du tourisme international pour accélérer notre développement en Amérique du Nord et en Europe. Pour ce faire, nous visons à procéder

à de nouvelles acquisitions, tout en poursuivant notre croissance interne à un rythme dynamique. Nos principaux axes stratégiques sont les suivants :

- Au Canada, renforcer notre présence en Ontario en ajoutant de nouvelles destinations et en élargissant notre réseau de distribution.
- En Europe, accroître notre part de marché et poursuivre notre intégration verticale en France et au Royaume-Uni, et poursuivre nos efforts en vue de nous étendre dans d'autres pays européens en tant que voyagiste, notamment comme spécialiste à destination du Canada.
- Investir de nouveaux marchés, et en particulier devenir un voyagiste aux États-Unis.
- Accélérer le développement des services à destination et prendre en charge une partie de nos besoins en hébergement.
- Poursuivre nos efforts et nos investissements en technologie et en formation.

Voici nos objectifs pour l'exercice 2007 :

- Accroître notre compétitivité au Canada.
- Accroître notre compétitivité et accélérer notre croissance en Europe.
- Pénétrer de nouveaux marchés expéditifs.
- Capitaliser davantage sur l'intégration verticale à destination.
- Implanter une culture et des processus centrés sur la gestion du savoir en vue de soutenir la croissance et la pérennité de l'organisation.
- Mettre au point et implanter une infrastructure intégrée de gestion de l'information qui soutienne le développement et contribue activement à une croissance rentable.

Les principaux inducteurs de performance sont notre part de marché, la croissance de nos revenus et notre marge. Ils sont essentiels au succès de la mise en œuvre de notre stratégie et à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

Notre capacité de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés dépend de nos ressources financières et non financières, qui ont toutes contribué par le passé au succès de nos stratégies et à l'atteinte de nos objectifs. Nos ressources financières comprennent principalement notre encaisse. Nos ressources non financières comprennent notre marque, notre structure, nos ressources humaines et nos relations avec nos fournisseurs.

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007, la société a procédé à des acquisitions d'entreprises. Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition, et les résultats des entreprises acquises ont été consolidés à compter de leur date d'acquisition respective.

Le 1^{er} mai 2007, la société a acquis, pour une contrepartie au comptant de 1,3 million d'euros (1,9 million de dollars), le solde des actions (30%) de Air Consultants B.V. (ACE) qu'elle ne détenait pas.

Le 11 juillet 2007, la société a acquis la totalité des actions émises et en circulation du voyageur expéditif français L'Européenne de Tourisme (Amplitude Internationale) pour une contrepartie totale de 6,3 millions d'euros (9,1 millions de dollars). Un montant de 3,8 millions d'euros (5,5 millions de dollars) a été versé au comptant à la date d'acquisition et le solde de 2,5 millions d'euros (3,6 millions de dollars) est payable avant le 31 juillet 2008. La répartition du prix d'achat relatif à cette acquisition est préliminaire et devrait être finalisée dès que la direction de la société aura recueilli toutes les informations importantes jugées nécessaires.

Par suite de ces opérations, l'écart d'acquisition au bilan a augmenté de 6,0 millions de dollars.

Revenus

Périodes de trois (3) mois terminées le 31 juillet
(en milliers de dollars)

2007	2006	Écart	Écart
\$	\$	\$	%
741 762	611 107	130 655	21,4

Périodes de neuf (9) mois terminées le 31 juillet
(en milliers de dollars)

2007	2006	Écart	Écart
\$	\$	\$	%
2 365 499	1 984 252	381 247	19,2

Nous tirons nos revenus des voyageurs expéditifs, du transport aérien, des agences de voyages, de la distribution, des voyageurs réceptifs et des services offerts à destination.

Par rapport à l'exercice 2006, nos revenus ont augmenté de 130,7 millions de dollars pour le trimestre et de 381,2 millions de dollars pour la période de neuf mois. L'augmentation globale de nos revenus tient à une croissance des revenus en Amérique du Nord de 6,3 % pour le trimestre et de 13,8 % pour la période de neuf mois et à une croissance des revenus en Europe de 62,3 % pour le

trimestre et de 43,6 % pour la période de neuf mois. Ces augmentations sont principalement attribuables aux acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2006 et à un accroissement de l'activité commerciale, particulièrement en France. Comparativement à l'exercice précédent, nous avons enregistré des hausses du nombre de voyageurs de 23,7 % pour le trimestre et de 18,9 % pour la période de neuf mois.

Dépenses d'exploitation

Nos dépenses d'exploitation englobent principalement les coûts directs, les salaires et avantages sociaux, le carburant d'aéronefs, les commissions, l'entretien d'aéronefs, les frais d'aéroports et de navigation et les loyers d'aéronefs.

Nos dépenses d'exploitation totales ont augmenté de 121,5 millions de dollars pour le trimestre et de 366,8 millions de dollars pour la période de neuf mois de 2007 par rapport à 2006. Ces augmentations sont attribuables à des hausses de nos dépenses d'exploitation en Amérique du Nord de 4,3 % pour le trimestre et de 13,8 % pour la période de neuf mois ainsi qu'à des hausses en Europe de 58,5 % pour le trimestre et de 40,9 % pour la période de neuf mois.

Les coûts directs comprennent le coût des différents éléments constitutifs d'un voyage qui sont vendus au consommateur par les agences de voyages. Ces coûts sont engagés par nos voyageurs. Ils comprennent le coût des chambres d'hôtel ainsi que le coût des blocs de sièges ou de vols complets réservés auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat. Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2007, ces coûts ont représenté 52,6 % de nos revenus, en hausse comparativement à 47,6 % pour la même période en 2006. Pour la période de neuf mois, ces coûts ont représenté 53,9 % de nos revenus, en hausse comparativement à 51,4 % par rapport à 2006. Comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, les coûts directs ont augmenté de 34,0 % pour le troisième trimestre et de 25,1 % pour la période de neuf mois. Tant pour le trimestre que pour la période de neuf mois, les augmentations en dollars découlent principalement de notre acquisition de Canadian Affair et de l'accroissement des activités commerciales, principalement en France pour le trimestre où la majorité des coûts de sièges sont engagés auprès de tiers, et aussi de la hausse de nos coûts de sièges, causée entre autres par la hausse des prix du carburant, par l'augmentation des coûts de chambres d'hôtel, et

par la vigueur de l'euro par rapport au dollar.

Les salaires et avantages sociaux ont augmenté de 10,0 % pour le trimestre et de 15,5 % pour la période de neuf mois comparativement à 2006. Ces hausses sont attribuables en partie à nos acquisitions d'entreprises depuis le 1^{er} novembre 2005 et à l'intensification des activités commerciales.

La dépense de carburant d'aéronefs a augmenté de 5,6 % pour le trimestre et de 14,3 % pour la période de neuf mois. Ces augmentations découlent de l'intensification des activités commerciales, de l'ajout à la flotte d'un aéronef en 2006 et d'un autre au cours du troisième trimestre de 2007.

Les commissions comprennent les frais payés par les voyageurs aux agences de voyages pour leurs services à titre d'intermédiaires entre le voyageur et le consommateur. La dépense de commission a augmenté de 1,9 million au cours du troisième trimestre de 2007 et de 13,2 millions de dollars pour la période de neuf mois par rapport 2006. Au cours de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2007, la dépense de commission a représenté 5,0 % de nos revenus comparativement à 5,8 % pour la même période en 2006 alors que pour la période de neuf mois la dépense de commission a représenté 6,5 % de nos revenus par rapport à 7,1 % en 2006. Ces baisses sont en partie attribuables aux synergies résultant de l'élargissement de notre réseau d'agences de voyages réalisé à la suite d'acquisitions survenues au cours de l'exercice 2006 et dues au fait que les ventes de Canadian Air sont faites principalement sans intermédiaires.

Les coûts d'entretien d'aéronefs correspondent principalement aux frais engagés par Air Transat pour

le maintien en état des moteurs et des cellules. Ces dépenses ont diminué de 11,2 % au cours du trimestre et ont augmenté de 3,4 % au cours de la période de neuf mois, comparativement à 2006. Pour le trimestre, la baisse est principalement attribuable aux coûts de réparation de bris non prévus qui ont été inférieurs à ceux de 2006. Pour la période de neuf mois, la hausse s'explique principalement par l'intensification des activités commerciales et par l'ajout d'un aéronef à notre flotte comparativement à 2006.

Les frais d'aéroports et de navigation ont principalement trait aux droits exigés par les aéroports. Les augmentations de 3,0 % pour le trimestre et de 10,7 % pour la période de neuf mois en regard des périodes correspondantes de l'exercice précédent sont le résultat de l'intensification des activités commerciales.

Les loyers d'aéronefs sont demeurés relativement stables au cours du trimestre et de la période de neuf mois. La force du dollar par rapport à la devise américaine a partiellement compensé les nouveaux loyers relatifs à l'aéronef qui a été ajouté à la flotte en 2006 et relatifs à celui ajouté au cours du second trimestre de 2007.

Les autres frais ont augmenté de 16,0 % au cours de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2007 et de 17,2% pour la période de neuf mois terminée à la même date en regard de 2006. Ces augmentations proviennent principalement de l'accroissement de notre niveau d'activité. Cependant, en pourcentage des revenus, les autres frais ont diminué pour le trimestre, passant de 11,0 % en 2006 à 10,5 % en 2007 alors que pour la période de neuf mois ils sont passés de 9,4 % en 2006 à 9,2 %.

Dépenses d'exploitation

Pour les périodes
terminées le 31 juillet
(en milliers de dollars)

	2007 \$	Trois (3) mois			2007 \$	Neuf (9) mois		
		2006 \$	Écart \$	Écart %		2006 \$	Écart \$	Écart %
Coûts directs	389 842	290 853	98 989	34,0	1 275 687	1 019 555	256 132	25,1
Salaires et avantages sociaux	82 536	75 037	7 499	10,0	241 599	209 152	32 447	15,5
Carburant d'aéronefs	73 343	69 450	3 893	5,6	196 559	171 924	24 635	14,3
Commissions	37 316	35 392	1 924	5,4	154 783	141 543	13 240	9,4
Entretien d'aéronefs	20 001	22 521	(2 520)	(11,2)	67 076	64 894	2 182	3,4
Frais d'aéroports et de navigation	23 711	23 027	684	3,0	62 133	56 131	6 002	10,7
Loyer d'aéronefs	12 430	12 127	303	2,5	36 567	36 573	(6)	(0,0)
Autres	77 861	67 094	10 767	16,0	218 480	186 357	32 123	17,2
	717 040	595 501	121 539	20,4	2 252 884	1 886 129	366 755	19,4

Marge

Compte tenu de ce qui précède, nos marges en proportion de nos revenus ont augmenté pour le trimestre, passant de 2,6 % en 2006 à 3,3 % en 2007, et ont diminué pour la période de neuf mois, passant de 4,9 % en 2006 à 4,8 % en 2007. La hausse de notre marge pour le trimestre découle principalement des acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2006 et de l'amélioration de la performance opérationnelle de nos filiales françaises. La baisse des marges pour la période de neuf mois est également due à la concurrence sur les différents marchés qui demeure vive et qui se traduit en des baisses de prix pour les consommateurs, principalement en Amérique du Nord, de même que par l'augmentation du coût du carburant.

Secteurs géographiques

En Amérique du Nord, l'augmentation de revenus pour le trimestre est principalement attribuable à une hausse du nombre de voyageurs de 9,3 %. Cependant, comme nous l'avions anticipé, nous avons constaté une pression à la baisse sur les prix de vente sur les liaisons à destination du Royaume-Uni, notre marché le plus important durant la saison estivale, due à l'augmentation de l'offre du nombre de sièges sur le marché. Pour la période de neuf mois, la hausse des revenus découle également de l'aug-

mentation du nombre de voyageurs de 9,0 %. Tout au long de la période de neuf mois, la concurrence a continué d'exercer une pression à la baisse sur les prix de vente, notamment au Québec au cours de la saison d'hiver. Les marges sont passées de 2,3 % en 2006 à 2,0 % en 2007 pour le trimestre, et de 5,9 % en 2006 à 5,4 % en 2007 pour la période de neuf mois.

En Europe, les revenus et les dépenses d'exploitation ont augmenté par rapport au trimestre et à la période de neuf mois correspondants de l'exercice précédent. Ces augmentations découlent principalement de l'acquisition de Canadian Affair et de l'intensification des activités commerciales, principalement chez Look Voyages, et aussi de la vigueur de l'euro par rapport au dollar. Nous avons enregistré une hausse du nombre de voyageurs de 138 % au cours du trimestre et une hausse de 82 % au cours de la période de neuf mois, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. En excluant les voyageurs de Canadian Affair, nous affichons des augmentations du nombre de voyageurs de 21,0 % pour le trimestre et de 17,6 % pour la période de neuf mois comparativement à 2006.

Nos activités européennes ont enregistré une marge de 5,6 % pour le trimestre comparativement à 3,4 % en 2006 et alors que la marge pour la période de neuf mois est passée de 0,1 % en 2006 à 2,6 % en 2007.

Secteurs géographiques — Amérique du Nord

Pour les périodes
terminées le 31 juillet
(en milliers de dollars)

	2007 \$	Trois (3) mois			2007 \$	Neuf (9) mois		
		2006 \$	Écart \$	Écart %		2006 \$	Écart \$	Écart %
Revenus	475 034	446 720	28 314	6,3	1 850 126	1 625 252	224 874	13,8
Dépenses d'exploitation	465 365	436 668	28 697	6,6	1 751 136	1 530 010	221 126	14,5
Marge	9 669	10 052	(383)	(0,4)	98 990	95 242	3 748	0,4

Secteurs géographiques — Europe

Pour les périodes
terminées le 31 juillet
(en milliers de dollars)

	2007 \$	Trois (3) mois			2007 \$	Neuf (9) mois		
		2006 \$	Écart \$	Écart %		2006 \$	Écart \$	Écart %
Revenus	266 728	164 387	102 341	62,3	515 373	359 000	156 373	43,6
Dépenses d'exploitation	251 675	158 833	92 842	58,5	501 748	356 119	145 629	40,9
Marge	15 053	5 554	9 499	171,0	13 625	2 881	10 744	372,9

Autres dépenses et revenus

L'amortissement est calculé sur les immobilisations corporelles, les actifs incorporels amortissables, les avantages incitatifs reportés et les autres actifs, constitués principalement de frais de mise en exploitation. L'amortissement a augmenté de 1,0 million de dollars (10,6 %) au cours du trimestre, passant de 9,7 millions de dollars en 2006 à 10,7 millions de dollars en 2007. Pour la période de neuf mois, l'amortissement a augmenté de 3,6 millions de dollars pour s'établir à 32,0 millions de dollars. Ces augmentations sont attribuables aux acquisitions d'immobilisations corporelles ainsi qu'aux acquisitions d'entreprises effectuées au cours de l'exercice 2006.

Les intérêts sur la dette à long terme et les débetures ont diminué de 0,2 million de dollars au cours du trimestre comparativement à 2006. Cette baisse découle principalement du remboursement de capital effectué au cours du trimestre. Pour la période de neuf mois, les intérêts sont demeurés stables.

Nos autres frais d'intérêts et frais financiers sont demeurés relativement stables tant au cours du troisième trimestre qu'au cours de la période de neuf mois, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Les revenus d'intérêts ont augmenté de 1,0 million de dollars (21,7 %) pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007 comparativement à celui de 2006. Pour

la période de neuf mois, l'augmentation a été de 3,9 millions de dollars (34,3 %). Ces augmentations résultent de taux de rendement plus élevés, à la suite de la hausse des taux d'intérêts, et de soldes moyens de trésorerie plus élevés, comparativement à ceux de 2006.

À la suite de l'application le 1^{er} novembre 2006 de nouvelles normes comptables et de l'abandon de la comptabilité de couverture pour ses instruments financiers dérivés pour ses achats de carburant d'aéronefs, la société a comptabilisé un gain non réalisé sur instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'un montant de 3,9 millions de dollars pour le trimestre et de 12,9 millions de dollars pour la période de neuf mois. Ces gains correspondent à la variation au cours des périodes de la juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés par la société aux fins de la gestion du risque lié à l'instabilité des prix du carburant.

Les gains de change sur les éléments monétaires à long terme de 1,8 million de dollars pour le trimestre et de 2,2 millions de dollars pour la période de neuf mois sont principalement attribuables à l'effet favorable des taux de change sur notre dette à long terme.

Notre quote-part du bénéfice net des sociétés satellites a légèrement augmenté tant au cours du trimestre qu'au cours de la période de neuf mois comparativement à celle des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Autres dépenses et revenus

Pour les périodes terminées le 31 juillet (en milliers de dollars)

	Trois (3) mois				Neuf (9) mois			
	2007 \$	2006 \$	Écart \$	Écart %	2007 \$	2006 \$	Écart \$	Écart %
Amortissement	10 699	9 677	1 022	10,6	31 963	28 336	3 627	12,8
Intérêts sur la dette à long terme et les débetures	1 537	1 713	(176)	(10,3)	5 111	5 047	64	1,3
Autres intérêts et frais financiers	320	510	(190)	(37,3)	1 219	1 316	(97)	(7,4)
Revenus d'intérêts	5 512	4 528	984	21,7	15 355	11 437	3 918	34,3
Gain non réalisé sur instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant	3 904	—	3 904	s.o.	12 944	—	12 944	s.o.
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	(1 791)	523	(2 314)	(442,4)	(2 238)	(3 399)	1 161	34,2
Quote-part du bénéfice net des sociétés satellites	89	39	50	128,2	643	374	269	71,9

Impôt sur les bénéfices

Notre charge d'impôts sur les bénéfices a atteint 6,2 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007, par rapport à 2,9 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu de la quote-part du bénéfice net des sociétés satellites, le taux d'imposition réel a été de 26,4 % pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007 et de 37,5 % pour le trimestre terminé le 31 juillet 2006.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007, notre charge d'impôts sur les bénéfices a atteint 32,0 millions de dollars, par rapport à 26,0 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu de la quote-part du bénéfice net des sociétés satellites, le taux d'imposition réel a été de 30,5 % pour la période de neuf mois et de 33,2 % pour la période comparative de 2006.

La baisse des taux d'imposition du trimestre et de la période de neuf mois s'explique principalement par les pertes fiscales de nos sociétés françaises pouvant être reportées pour lesquelles aucun actif d'impôts futurs n'est comptabilisé. Conséquemment, la charge d'impôts sur les bénéfices est moindre au niveau comptable.

Bénéfice net

En conséquence des éléments présentés dans la section Activités consolidées, notre bénéfice net pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007 s'est établi à 16,7 millions de dollars, soit 0,50 \$ par action, par rapport à 4,2 millions de dollars, soit 0,12 \$ par action lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 33 810 000 pour le troisième trimestre 2007 et de 33 820 000 pour le troisième trimestre 2006.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007, nous affichons un bénéfice net de 72,8 millions de dollars, soit 2,15 \$ par action, par rapport à un bénéfice net de 52,2 millions de dollars, soit 1,48 \$ par action pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 33 812 000 en 2007 et de 35 261 000 en 2006.

Sur une base diluée, le bénéfice par action a atteint 0,49 \$ pour le troisième trimestre de 2007, par rapport à 0,12 \$ en 2006; et 2,13 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007, par rapport à 1,45 \$ pour la période correspondante de 2006. Le nombre ajusté moyen pondéré utilisé pour calculer ces montants est de 34 169 000 (troisième trimestre 2007), 34 526 000 (troisième trimestre 2006), 34 231 000 (neuf premiers mois 2007) et de 36 043 000 (neuf premiers mois 2006). Voir la note 4 des États financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Principales informations financières trimestrielles

Les activités de la société sont saisonnières, par conséquent les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Dans l'ensemble, les revenus sont en hausse (par rapport aux trimestres des périodes correspondantes des exercices précédents) principalement en raison de la progression du nombre des voyageurs et des acquisitions effectuées depuis l'exercice 2005. Quant à nos marges, elles ont fluctué au cours de chaque trimestre, principalement en raison de la concurrence qui a exercé une pression sur les prix et à l'augmentation des prix du carburant qui ont augmenté de façon importante depuis 2005. En conséquence de ce qui précède, les informations financières trimestrielles suivantes peuvent donc varier significativement d'un trimestre à l'autre.

Principales informations financières trimestrielles

(en milliers de dollars,

sauf les montants par action)

	2005			2006			2007		
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	
Revenus	493 900	581 576	791 569	611 107	619 494	712 337	911 400	741 762	
Marge	23 380	14 030	68 487	15 606	28 821	24 674	63 219	24 722	
Bénéfice net	18 022	5 168	42 845	4 205	13 552	2 132	53 944	16 749	
Bénéfice par action :									
De base	0,45	0,14	1,27	0,12	0,40	0,06	1,59	0,50	
Dilué	0,44	0,13	1,24	0,12	0,39	0,06	1,58	0,49	

Au 31 juillet 2007, la trésorerie s'établissait à 297,7 millions de dollars, comparativement à 214,9 millions de dollars au 31 octobre 2006. La trésorerie et équivalents de trésorerie détenus en fiducie ou autrement réservés se chiffraient à 184,9 millions de dollars au 31 juillet 2007 comparativement à 203,6 millions de dollars au 31 octobre 2006. Notre bilan témoigne d'un fonds de roulement de 125,0 millions de dollars, soit un ratio de 1,2, par rapport à un fonds de roulement de 97,6 millions et un ratio de 1,2 au 31 octobre 2006. Nous avons aussi accès, pour nos opérations françaises, à des lignes de crédit non utilisées atteignant 5,4 millions d'euros (10,1 millions de dollars).

L'actif total a augmenté de 178,9 millions de dollars (18,7 %), passant de 959,2 millions le 31 octobre 2006 à 1 138,1 millions le 31 juillet 2007. Cette hausse est principalement attribuable à l'intensification des activités commerciales, due entre autres à nos acquisitions réalisées depuis le 1^{er} novembre 2005, qui a résulté en des augmentations de la trésorerie et équivalents de trésorerie, incluant la trésorerie en fiducie ou autrement réservés, de 64,1 millions de dollars, d'une hausse des débiteurs de 44,4 millions de dollars, et d'une hausse des placements temporaires de 38,8 millions de dollars. L'avoir des actionnaires a augmenté de 30,7 millions de dollars, passant de 296,0 millions de dollars au 31 octobre 2006 à 326,7 millions de dollars au 31 juillet 2007. Cette augmentation découle principalement du bénéfice net réalisé au cours de la période, de l'augmentation de notre capital-actions et de la diminution du cumul des autres éléments des résultats étendus.

Activités d'exploitation

Au cours du troisième trimestre, les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 33,6 millions de dollars, alors que ces activités avaient généré 62,1 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2006. La diminution de 28,5 millions de dollars survenue au cours du trimestre est principalement attribuable à la variation nette des soldes du fonds de roulement liée à l'exploitation qui a été inférieure de 40,4 millions de dollars comparativement au trimestre de 2006. Cette diminution s'explique par des variations des frais payés d'avance et des dépôts clients et revenus reportés moins favorables en 2007 qu'en 2006.

Pour la période de neuf mois, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté de 33,6 millions de dollars passant de

144,6 millions de dollar en 2006 à 178,2 millions de dollars, en 2007. L'augmentation est principalement attribuable à l'augmentation du bénéfice net de 20,6 millions de dollars compensée par le gain non réalisé sur instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs de 12,9 millions de dollars, et à l'augmentation de la variation nette des soldes du fonds de roulement liée à l'exploitation qui a été supérieure de 19,3 millions de dollars pour la période de neuf mois. Cette variation nette s'explique par une variation des dépôts clients et revenus reportés plus favorable en 2007 qu'en 2006, compensée par des variations défavorables de l'ensemble des autres éléments du fonds de roulement.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement ont atteint 62,5 millions de dollars pour le trimestre, une diminution de 9,8 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de 2006, principalement causée par la variation nette des placements temporaires et par la variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservées. Pour la période de neuf mois, les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement se sont élevés à 47,9 millions de dollars comparativement à 42,1 millions de dollars en 2006, une hausse de 5,8 millions de dollars. Cette augmentation est principalement attribuable à une augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles de 11,1 millions de dollars et à la variation nette des placements temporaires de 38,8 millions de dollars, compensées par la variation favorable de 37,7 millions de dollars de la variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservées. Les acquisitions consistent principalement en des équipements et logiciels informatiques et en améliorations d'aéronefs.

Activités de financement

Les flux de trésorerie utilisés à même les activités de financement ont été de 33,7 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 28,8 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de 2006. Cette hausse résulte principalement des remboursements de la dette à long terme qui ont été plus élevés de 19,1 millions de dollars au cours du trimestre comparativement au trimestre correspondant de

2006 et par l'augmentation des rachats d'action de 9,5 millions de dollars. Pour la période de neuf mois, les activités de financement ont nécessité l'utilisation de 50,1 millions de dollars, comparativement à 142,9 millions de dollars en 2006, une baisse de 92,9 millions de dollars. Cette baisse s'explique principalement par des rachats d'actions inférieurs de 103,4 millions de dollars comparativement à 2006.

Ententes hors bilan

Dans le cours normal de ses affaires, Transat conclut des ententes et contracte des obligations qui auront une incidence sur l'exploitation et les flux de trésorerie futurs de la société, dont certaines sont présentées au passif dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés au 31 juillet 2007. Ces obligations s'élevaient à 58,3 millions de dollars au 31 juillet 2007 et à 87,4 millions de dollars au 31 octobre 2006. Les obligations qui ne sont pas présentées au passif sont considérées comme des ententes hors bilan. Ces ententes contractuelles sont établies avec des entités dont les comptes ne sont pas consolidés avec ceux de la société et incluent ce qui suit :

- Garanties
- Contrats de location-exploitation

La dette hors bilan, excluant les ententes avec les fournisseurs de services, s'élevait à environ 255,2 millions de dollars au 31 juillet 2007 comparativement à 320,3 millions au 31 octobre 2006, une diminution de 65,1 millions de dollars. Cette baisse découle principalement des remboursements récurrents de nos

engagements. La dette hors bilan, excluant les ententes avec les fournisseurs de services, se détaille comme suit :

	Au 31 juillet 2007 \$	Au 31 octobre 2006 \$
Garanties		
Lettres de crédit irrévocables	10 549	5 751
Contrats de cautionnement	780	780
Contrats de location-exploitation		
Engagements en vertu de contrats de location-exploitation	243 885	313 806
	255 214	320 337

Dans le cours normal des affaires, des garanties sont requises dans l'industrie du voyage afin d'offrir des indemnités et des garanties aux contreparties à certaines opérations, comme des contrats de location-exploitation, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement. Jusqu'à maintenant, Transat n'a pas effectué de paiements importants en vertu de telles garanties. Les contrats de location-exploitation sont établis afin de permettre à la société de louer certains éléments plutôt que de les acquérir.

Nous croyons que la société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

Flux de trésorerie

Pour les périodes terminées le 31 juillet
(en milliers de dollars)

	2007 \$	Trois (3) mois 2006 \$	Écart \$	2007 \$	Neuf (9) mois 2006 \$	Écart \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	33 620	62 109	(28 489)	178 214	144 587	33 627
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(62 533)	(72 343)	9 810	(47 880)	(42 072)	(5 808)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(33 661)	(4 901)	(28 760)	(50 051)	(142 907)	92 856
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie	4 323	(972)	5 295	2 510	(936)	3 446
Variation nette de la trésorerie	(58 251)	(16 107)	(42 144)	82 793	(41 328)	124 121

Endettement

Au 31 juillet 2007, l'endettement a diminué par rapport au 31 octobre 2006.

La dette au bilan a diminué de 29,1 millions de dollars, passant de 87,4 millions à 58,3 millions de dollars, et notre dette hors bilan a diminué de 65,1 millions de dollars, passant de 320,3 millions à 255,2 millions de dollars, le tout représentant une diminution de la dette totale de 94,2 millions de dollars par rapport au 31 octobre 2006. La diminution de notre dette au bilan découle principalement des remboursements effectués au cours de la période.

Déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des placements temporaires, la société est passée d'une dette nette de 192,9 millions de dollars le 31 octobre 2006 à un surplus de 23,0 millions de dollars le 31 juillet 2007, soit une diminution de 111,9 %. Cette diminution découle principalement d'un solde de trésorerie et de placements temporaires plus élevé au 31 juillet 2007, comparativement au 31 octobre 2006 et des remboursements de dette.

Actions en circulation

Au 31 juillet 2007, il y a trois catégories d'actions autorisées, soit un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A, un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B et un nombre illimité d'actions privilégiées. Les actions privilégiées ne comportent aucun droit de vote et elles peuvent être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

Le 15 juin 2007, la société a renouvelé, pour une période de douze mois, l'offre publique d'achat dans le cours normal des activités qui prenait fin le 14 juin 2007. Dans l'avis, qu'elle a déposé, la société a déclaré son intention d'acheter pour fins d'annulation un nombre maximal de 3 288 003 actions à droit de vote variable de catégorie A et à droit de vote de catégorie B de la société, soit moins de 10 % des actions à droit de vote variable de catégorie A et à droit de vote de catégorie B détenues par le public. En date du 12 juin 2007, il y avait 32 880 036 actions à droit de vote variable de catégorie A et actions à droit de vote de catégorie B détenues par le public sur un total de 33 877 482 actions à droit de vote variable de catégorie A et à droit de vote de catégorie B.

Ce programme est conçu pour permettre à Transat de procéder à l'utilisation appropriée de ses fonds excédentaires.

Ces achats seront faits par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto conformément à sa politique sur les offres publiques d'achat dans le cours normal des activités. Le prix que la société paiera pour les actions à droit de vote variable de catégorie A et les actions à droit de vote de catégorie B correspondra au cours du marché au moment de l'acquisition plus les frais afférents. Les achats se termineront au plus tard le 14 juin 2008.

Conformément à son offre publique de rachat renouvelée le 15 juin 2007, la société a racheté, au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007, un total de 659 600 actions à droit de vote, composées d'actions à droit de vote variable de catégorie A et d'actions à droit de vote de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 21,6 millions de dollars.

Au 31 juillet 2007, il y avait 2 309 196 actions à droit de vote variable de catégorie A et 31 359 300 actions à droit de vote de catégorie B en circulation.

Dividendes

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007, la société a déclaré et versé des dividendes totalisant 8,5 millions de dollars, dont 3,0 millions de dollars au cours du troisième trimestre.

Le 5 septembre 2007, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,09 \$ par action à droit de vote de catégorie B et par action à droit de vote variable de catégorie A. Le dividende trimestriel sera payable le 15 octobre 2007 aux actionnaires inscrits le 30 septembre 2007, date de clôture des registres.

Nouvelles normes comptables

Le 1^{er} novembre 2006, la société a adopté les recommandations des chapitres suivants du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* : le chapitre 1530 «*Résultat étendu*», le chapitre 3855 «*Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*», et le chapitre 3865 «*Couvertures*». Ces normes stipulent entre autres à quel moment un instrument financier doit être comptabilisé au bilan, et à quel montant, en plus de préciser le mode de présentation des gains et des pertes sur les instruments

financiers. Selon leur classification au bilan, les gains et les pertes sur les instruments financiers sont comptabilisés à l'état des résultats ou à l'état financier nouvellement introduit, soit l'état du résultat étendu.

À la suite de l'application de ces nouvelles normes, la société a décidé de cesser d'appliquer la comptabilité de couverture pour ses instruments financiers dérivés pour ses achats de carburant d'aéronefs. L'application de ces nouvelles normes s'est traduite au 1^{er} novembre 2006, par une diminution du cumul des autres éléments du résultat étendu de 12,4 millions de dollars, par une augmentation des instruments financiers présentés à l'actif de 3,5 millions de dollars, par une augmentation des actifs d'impôts futurs de 6,1 millions de dollars, par une augmentation des instruments financiers présentés au passif de 21,6 millions de dollars et par une augmentation de la dette à long terme de 0,4 million de dollars.

L'application de ces nouvelles normes n'a aucune incidence sur les flux de trésorerie de la société mais a eu comme effet d'augmenter le bénéfice net et le bénéfice par action de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2007 de 2,6 millions de dollars et 0,08 \$ respectivement et d'augmenter le bénéfice net et le bénéfice par action de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007 de 8,7 millions de dollars et 0,25 \$ respectivement.

La société invite le lecteur à se référer à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires du troisième trimestre terminé le 31 juillet 2007 pour plus de détail relativement à l'adoption de ces nouvelles normes.

En conformité avec notre politique d'investissement, nous détenions au 31 juillet 2007 des placements de type papier commercial adossé à des actifs (PCAA) d'une valeur nominale de 152,6 millions de dollars, présentés à titre de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et de placements temporaires. Les échéances de ces titres s'échelonnaient du 1^{er} août 2007 au 29 janvier 2008. En date du 5 septembre 2007, Transat détenait pour 154,5 millions de dollars de PCAA dont 40,0 millions de dollars qui sont venus à échéance et pour lesquels aucun paiement n'a été encaissé à ce jour.

Plus de 90 % des investissements de Transat en PCAA ont été effectués dans des fonds qui sont cotés R1-High par Dominion Bond Rating Service (DBRS) — soit la cote de crédit la plus élevée — et sont en conséquence protégés par des facilités de

crédit qui ont pour but de protéger les investisseurs contre une perturbation de marché.

DBRS a placé plusieurs émetteurs de PCAA «Under Review with Developing Implications» à la suite de l'annonce, le 16 août 2007, qu'un groupe représentant des banques, des détenteurs d'actifs et des investisseurs majeurs ait mis au point un accord de principe portant sur une proposition à long terme et une entente intérimaire au sujet du papier commercial adossé à des actifs. Cette entente pourrait notamment entraîner la conversion des titres en question en obligations à terme à taux variable échéant au plus tôt à la date d'expiration stipulée des actifs sous-jacents. La société est en discussion avec une de ses banques et les gestionnaires des fonds, et suit la situation de près. Selon la direction de la société il est encore trop tôt pour déterminer l'issue de cette situation. L'incidence possible que pourrait avoir celle-ci sur la situation financière de la société demeure incertaine à ce jour.

En dépit des problèmes de liquidité actuels liés au PCAA, la société détient les fonds nécessaires pour remplir toutes ses obligations financières, d'exploitation, ou réglementaires.

Contrôles et procédures

Conformément à l'instrument 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la société a produit des attestations signées par le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière qui, entre autres choses, font rapport sur la conception des contrôles et des procédures de communication de l'information financière ainsi que sur la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la société et à la préparation des états financiers selon les PCGR du Canada. Le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière de la société ont effectué une évaluation afin de déterminer s'il y avait eu des changements apportés au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2007, qui ont eu ou pourraient vraisemblablement avoir sur ce dernier des effets notables. Aucune modification significative de ce genre n'a été identifiée à partir de leur évaluation.

La société estime que la demande, au cours du quatrième trimestre devrait être supérieure à celle de 2006. Cependant, compte tenu de l'intensité de la concurrence et de l'augmentation de la capacité sur le marché, elle s'attend à ce que ses marges du prochain trimestre en Amérique du Nord soient compressées, principalement sur les routes à destination du Royaume-Uni.

En Europe, les réservations pour le quatrième trimestre demeurent à la hausse comparativement à 2006. Au chapitre de la marge, la société estime que celle-ci devrait être supérieure pour le prochain trimestre comparativement à 2006.

Avis

Les vérificateurs indépendants de la société n'ont pas effectué un examen de ces états financiers selon les normes établies par l'Institut Canadien des Comptables Agréés en ce qui concerne l'examen des états financiers intermédiaires par le vérificateur de l'entité.

Bilans consolidés

(en milliers de dollars) (non vérifiés)

Au 31 juillet
2007
\$

Au 31 octobre
2006
\$

ACTIF

Actif à court terme

Trésorerie et équivalents de trésorerie	297 680	214 887
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés <i>[note 3]</i>	184 947	203 613
Placements temporaires	38 801	—
Débiteurs	132 409	87 996
Actifs d'impôts futurs	4 543	1 357
Stocks	9 440	8 312
Frais payés d'avance	52 160	43 706
Instruments financiers dérivés <i>[note 2]</i>	10 674	—
Tranche récupérable à moins d'un an des dépôts	38 217	29 849

Total de l'actif à court terme 768 871 589 720

Dépôts	15 196	19 350
Actifs d'impôts futurs	8 048	7 120
Immobilisations corporelles	178 899	181 349
Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels	159 437	153 681
Instruments financiers dérivés <i>[note 2]</i>	1 493	—
Autres actifs	6 181	7 975

1 138 125 959 195

PASSIF ET AVOIR DES ACTIONNAIRES

Passif à court terme

Créditeurs et charges à payer	316 824	236 282
Impôts sur les bénéfices à payer	666	10 122
Dépôts de clients et revenus reportés	297 266	218 875
Instruments financiers dérivés <i>[note 2]</i>	26 683	—
Versements sur la dette à long terme échéant à moins d'un an	2 408	26 885

Total du passif à court terme 643 847 492 164

Dette à long terme <i>[note 2]</i>	52 738	57 363
Débeture	3 156	3 156
Excédent de la provision pour remise en état des moteurs et cellules sur les dépôts	66 758	64 961
Part des actionnaires sans contrôle et autres passifs	31 865	31 934
Instruments financiers dérivés <i>[note 2]</i>	2 108	—
Passif d'impôts futurs	10 997	13 654

811 469 663 232

Avoir des actionnaires

Capital-actions <i>[note 4]</i>	156 368	151 430
Bénéfices non répartis	187 915	142 116
Surplus d'apport	1 447	1 379
Bons de souscription <i>[note 4]</i>	—	1 016
Cumul des autres éléments du résultat étendu <i>[notes 2 et 6]</i>	(19 074)	22

326 656 295 963

1 138 125 959 195

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

États consolidés des résultats

(en milliers de dollars, sauf les montants par action) (non vérifiés)

	Périodes de trois (3) mois terminées les 31 juillet		Périodes de neuf (9) mois terminées les 31 juillet	
	2007 \$	2006 \$	2007 \$	2006 \$
REVENUS	741 762	611 107	2 365 499	1 984 252
Dépenses d'exploitation				
Coûts directs	389 842	290 853	1 275 687	1 019 555
Salaires et avantages sociaux	82 536	75 037	241 599	209 152
Carburant d'aéronefs	73 343	69 450	196 559	171 924
Commissions	37 316	35 392	154 783	141 543
Entretien d'aéronefs	20 001	22 521	67 076	64 894
Frais d'aéroport et de navigation	23 711	23 027	62 133	56 131
Loyer d'aéronefs	12 430	12 127	36 567	36 573
Autres	77 861	67 094	218 480	186 357
	717 040	595 501	2 252 884	1 886 129
	24 722	15 606	112 615	98 123
Amortissement	10 699	9 677	31 963	28 336
Intérêts sur la dette à long terme et les débentures	1 537	1 713	5 111	5 047
Autres intérêts et frais financiers	320	510	1 219	1 316
Revenus d'intérêts	(5 512)	(4 528)	(15 355)	(11 437)
Gain non réalisé sur instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(3 904)	—	(12 944)	—
(Gain) perte de change sur les éléments monétaires à long terme	(1 791)	523	(2 238)	(3 399)
Quote-part du bénéfice net des sociétés satellites	(89)	(39)	(643)	(374)
	1 260	7 856	7 113	19 489
Bénéfice avant les postes suivants	23 462	7 750	105 502	78 634
Impôts sur les bénéfices (récupération)				
Exigibles	4 954	3 279	28 435	28 887
Futurs	1 228	(384)	3 555	(2 916)
	6 182	2 895	31 990	25 971
Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	17 280	4 855	73 512	52 663
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	(531)	(650)	(687)	(445)
Bénéfice net de la période	16 749	4 205	72 825	52 218
Bénéfice par action [note 4]				
De base	0,50	0,12	2,15	1,48
Dilué	0,49	0,12	2,13	1,45

États consolidés du résultat étendu

(en milliers de dollars) (non vérifiés) [note 2 et 6]

	Périodes de trois (3) mois terminées les 31 juillet		Périodes de neuf (9) mois terminées les 31 juillet	
	2007 \$	2006 \$	2007 \$	2006 \$
Bénéfice net de la période	16 749	4 205	72 825	52 218
Autres éléments du résultat étendu				
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie (nette d'impôts de 8 576 \$)	(7 870)	—	(16 838)	—
Pertes sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie avant le 1 ^{er} novembre 2006 portées en résultat net au cours de la période (nette d'impôts de 5 075 \$)	2 271	—	10 303	—
Gains (pertes) de change latents sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(3 246)	578	(126)	450
	(8 845)	578	(6 661)	450
Résultat étendu de la période	7 904	4 783	66 164	52 668

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

États consolidés des flux de trésorerie

(en milliers de dollars) (non vérifiés)

	Périodes de trois (3) mois terminées les 31 juillet		Périodes de neuf (9) mois terminées les 31 juillet	
	2007 \$	2006 \$	2007 \$	2006 \$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net de la période	16 749	4 205	72 825	52 218
Éléments sans effet sur la trésorerie :				
Amortissement	10 699	9 677	31 963	28 336
Gain non réalisé sur instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(3 904)	—	(12 944)	—
(Gain) perte de change sur les éléments monétaires à long terme	(1 791)	523	(2 238)	(3 399)
Quote-part du bénéfice net des sociétés satellites	(89)	(39)	(643)	(374)
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	531	650	687	445
Impôts futurs	1 228	(384)	3 555	(2 916)
Charge de retraite	625	625	1 875	1 770
Charge de rémunération liée au régime d'options d'achat d'actions	390	272	933	633
	24 438	15 529	96 013	76 713
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liée à l'exploitation	11 741	52 166	81 881	62 630
Variation nette des autres passifs	(877)	100	(1 477)	350
Variation nette dans les dépôts, coûts et provision pour remise en état des moteurs et cellules	(1 682)	(5 686)	1 797	4 894
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	33 620	62 109	178 214	144 587
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Variation nette des dépôts	4 217	3 599	3 636	3 513
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(10 649)	(6 475)	(27 285)	(16 154)
Variation nette des autres actifs	(325)	(341)	(112)	(1 228)
Trésorerie et équivalents de trésorerie de sociétés acquises	3 427	3 478	3 427	3 478
Contrepartie pour des entreprises acquises	(7 411)	(7 865)	(7 411)	(12 655)
Variation nette des placements temporaires	(38 801)	—	(38 801)	—
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés	(12 991)	(64 739)	18 666	(19 026)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(62 533)	(72 343)	(47 880)	(42 072)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Remboursement de la dette à long terme	(22 415)	(3 024)	(26 082)	(6 156)
Remboursement de débentures	—	—	—	(10 000)
Produit de l'émission d'actions	1 254	489	6 085	1 068
Rachat d'actions	(9 455)	—	(21 575)	(125 000)
Frais de rachat d'actions	—	—	—	(453)
Dividendes	(3 045)	(2 366)	(8 479)	(2 366)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(33 661)	(4 901)	(50 051)	(142 907)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	4 323	(972)	2 510	(936)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(58 251)	(16 107)	82 793	(41 328)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	355 931	268 274	214 887	293 495
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	297 680	252 167	297 680	252 167

États consolidés des bénéfices non répartis

Périodes de neuf (9) mois terminées les 31 juillet (en milliers de dollars) (non vérifiés)

	2007 \$	2006 \$
Bénéfices non répartis au début de la période	142 116	183 718
Bénéfice net de la période	72 825	52 218
Prime versée au rachat d'actions [note 4]	(18 547)	(96 197)
Frais de rachat d'actions, déduction faite des impôts y afférents de 145 \$	—	(308)
Dividendes	(8 479)	(2 366)
Bénéfices non répartis à la fin de la période	187 915	137 065

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

[Les montants sont exprimés en milliers à l'exception du capital-actions, des options, des bons de souscription et des montants par option et par action] [non vérifiés]

Note 1 : Base de présentation

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés par la société conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour les états financiers intermédiaires et suivent les mêmes conventions et méthodes comptables que les plus récents états financiers annuels, à l'exception des nouvelles conventions comptables décrites à la note 2. De l'avis de la direction, tous les ajustements nécessaires à une image fidèle sont reflétés dans les états financiers consolidés intermédiaires. Ces ajustements sont normaux et récurrents. Les activités de la société sont saisonnières, par conséquent les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes y afférentes inclus dans le rapport annuel de la société de l'exercice 2006. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour l'exercice en cours.

Note 2 : Nouvelles conventions comptables

Le 1^{er} novembre 2006, la société a adopté rétroactivement, sans redressement des périodes antérieures, les recommandations des chapitres suivants du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés : le chapitre 1530 «Résultat étendu», le chapitre 3855 «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», et le chapitre 3865 «Couvertures».

Le chapitre 1530, «Résultat étendu», exige de présenter le résultat étendu et ses composantes dans un nouvel état financier. Le résultat étendu correspond à la variation de l'actif net d'une entreprise découlant d'opérations, d'événements et de circonstances sans rapport avec les actionnaires.

Le chapitre 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», établit les normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés. Ces normes stipulent à quel moment un instrument financier doit être comptabilisé dans le bilan, et à quel montant. Selon leur classification au bilan, il s'agit dans certains cas de la juste valeur, dans d'autres cas d'une valeur fondée sur le coût. Ces normes précisent également le mode de présentation des gains et des pertes sur les instruments financiers. Selon leur classification, les gains et les pertes sur les instruments financiers sont comptabilisés en résultat net ou aux autres éléments du résultat étendu.

La société a effectué le classement suivant :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie, anciennement les espèces et quasi-espèces, la trésorerie et les équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservées, les placements temporaires ainsi que les instruments financiers dérivés utilisés aux fins de gestion du risque lié à l'instabilité des prix du carburant sont classés à titre d'«Actifs détenus à des fins de transaction». Ils sont évalués à la juste valeur et les gains ou pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés en résultat net.
- Les débiteurs sont classés dans la catégorie «Prêts et créances». Ils sont enregistrés au coût, lequel lors de l'enregistrement initial correspond à leur juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.
- Les emprunts bancaires, les créditeurs et charges à payer, la débenture et la dette à long terme sont classés dans les «Autres passifs financiers». Ils sont évalués initialement à leur juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le chapitre 3865, «Couvertures», établit des normes qui précisent quand et comment une entité peut utiliser la comptabilité de couverture. L'application de cette nouvelle norme est facultative. Elle offre aux entités la possibilité d'appliquer d'autres traitements que ceux prévus au chapitre 3855, «Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation», aux opérations admissibles qu'elles choisissent de désigner, aux fins de la comptabilité, comme étant des éléments constitutifs d'une relation de couverture. La société a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture pour ses contrats de change à terme à titre de couverture de flux de trésorerie. Ces dérivés sont évalués à la juste valeur à la fin de chaque période et les gains ou pertes résultant de la réévaluation sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu lorsque la couverture est jugée efficace. Toute portion inefficace est constatée en résultat net. De plus, la société a désigné certains contrats de change à terme à titre de couverture de juste valeur. Ces dérivés, ainsi que les éléments couverts, sont évalués à la juste valeur à la fin de chaque période et les gains ou pertes résultant de la réévaluation sont comptabilisés en résultat net, en compensation de l'ajustement de la valeur comptable correspondant de l'élément couvert en résultat.

La société conclut également, dans le cours normal de ses affaires, des contrats d'achat à terme de carburant aux fins de gestion du risque lié à l'instabilité des prix du carburant. Pour ces dérivés, la société a décidé d'abandonner la comptabilité de couverture. Conséquemment, et en conformité avec le chapitre 3855 «Instruments financiers – comptabili-

sation et évaluation», ces dérivés sont évalués à la juste valeur à la fin de chaque période et les gains ou pertes non réalisés résultant de la réévaluation sont comptabilisés et présentés dans une rubrique distincte à l'état consolidé des résultats. Lorsque réalisés, à l'échéance des contrats, ces gains ou pertes sont comptabilisés à la rubrique Carburant d'aéronefs. Les gains ou pertes non réalisés à la date de transition ont été portés aux autres éléments du résultat étendu et seront constatés en résultat net à la rubrique Carburant d'aéronefs à l'échéance des contrats lorsque les achats de carburant afférents seront effectués.

L'application de ces nouvelles normes s'est traduite, au 1^{er} novembre 2006, par une diminution du cumul des autres éléments du résultat étendu de 12 435 \$, par une augmentation des instruments financiers dérivés présentés à l'actif de 3 492 \$, par une augmentation des actifs d'impôts futurs de 6 125 \$, par une augmentation des instruments financiers dérivés présentés au passif de 21 632 \$ et par une augmentation de la dette à long terme de 420 \$.

Pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2007, la société a respectivement constaté des pertes non réalisées de 7 870 \$ (net d'impôts y afférent de 4 410 \$) et de 16 838 \$ (net d'impôts y afférent de 8 576 \$), à titre d'Autre éléments du résultat étendu représentant la portion efficace de la variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie. Ces montants ainsi constatés sont reclassés aux dépenses d'exploitation des périodes au cours desquelles les dépenses d'exploitation subissent l'incidence de la variabilité des flux de trésorerie de l'élément couvert. Une perte de 2 855 \$ et un gain de 8 606 \$ ont respectivement été comptabilisés en résultat net au cours des périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2007. Une perte estimative de 23 336 \$, incluse aux Cumul des autres éléments du résultat étendu au 31 juillet 2007, devrait être reclassée en résultat net au cours des douze prochains mois.

Pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2007, la société a respectivement constaté des pertes de 2 271 \$ (net d'impôts y afférent de 1 118 \$) et de 10 303 \$ (net d'impôts y afférent de 5 075 \$) à titre d'Autres éléments du résultat étendu représentant la portion des pertes non réalisées relatives aux contrats d'achat de carburant à la date de transition qui se sont réalisées. Des pertes non réalisées de 3 155 \$, incluses aux Cumul des autres éléments du résultat étendu au 31 juillet 2007, devraient être reclassées en résultat net au cours des douze prochains mois.

L'application de ces nouvelles normes n'a aucune incidence sur les flux de trésorerie de la société mais a eu comme effet d'augmenter le bénéfice net et le bénéfice par action de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2007 de 2 616 \$ et 0,08 \$ respectivement et d'augmenter le bénéfice net et le bénéfice par action de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007 de 8 672 \$ et 0,25 \$ respectivement.

Note 3 : Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés

Au 31 juillet 2007, la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés incluent 152 533 \$ [168 164 \$ au 31 octobre 2006] de fonds reçus de clients pour lesquels les services n'avaient pas été rendus et 32 414 \$ [35 499 \$ au 31 octobre 2006] qui étaient cédés en nantissement de lettres de crédit et de contrats de change.

Note 4 : Capital-actions

a) Capital-actions

Autorisé

Actions à droit de vote variable de catégorie A

Un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A [«actions de catégorie A»], participantes, ne pouvant être détenues ou contrôlées que par des personnes autres que des Canadiens au sens de la *Loi sur les transports au Canada* [«LTC»], lesquelles se voient conférer une voix par action de catégorie A, sauf i) si le nombre d'actions de catégorie A émises et en circulation excède 25 % du total des actions votantes émises et en circulation (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC), ou ii) si l'ensemble des voix exprimées par les détenteurs d'actions de catégorie A ou pour leur compte à une assemblée dépasse 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) de l'ensemble des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Si l'un ou l'autre de ces seuils est dépassé, le droit de vote rattaché à chaque action de catégorie A diminuera automatiquement, sans autre formalité. Pour la circonstance décrite en i) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du total des droits de vote rattachés au total des actions votantes émises et en circulation de la société. Pour la circonstance décrite en ii) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie pour une assemblée ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du nombre total des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Chaque action de catégorie A émise et en circulation sera convertie en une action à droit de vote de catégorie B, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur si i) l'action de catégorie A est ou devient détenue et contrôlée par un Canadien au sens de la LTC, ou ii) les dispositions de la LTC ayant trait aux restrictions relatives à la propriété étrangère sont abrogées sans être remplacées par d'autres dispositions semblables.

Actions à droit de vote de catégorie B

Un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B [«actions de catégorie B»], participantes, ne pouvant être détenues et contrôlées que par des Canadiens au sens de la LTC, lesquels se voient conférer une voix par action à droit de vote de catégorie B à toutes les assemblées d'actionnaires de la société.

Chaque action de catégorie B émise et en circulation sera convertie en une action de catégorie A, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur, si l'action de catégorie B est ou devient détenue ou contrôlée par une personne autre qu'un Canadien au sens de la LTC.

Actions privilégiées

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

Émis et en circulation

Les modifications touchant les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont été les suivantes :

Pour la période de neuf (9) mois terminée le 31 juillet 2007	Nombre d'actions	Montant (\$)
Solde au 31 octobre 2006	33 647 597	151 430
Émission de la trésorerie	25 431	751
Exercice d'options	304 743	3 834
Conversion de bons de souscription	350 325	3 381
Rachat d'actions	(659 600)	(3 028)
Solde au 31 juillet 2007	33 668 496	156 368

Au 31 juillet 2007, le nombre d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B s'élevaient respectivement à 2 309 196 et 31 359 300.

d) Bénéfice par action

(en milliers, sauf les montants par action)

	Périodes de trois (3) mois terminées les 31 juillet		Périodes de neuf (9) mois terminées les 31 juillet	
	2007 \$	2006 \$	2007 \$	2006 \$
Numérateur				
Bénéfice attribuable aux porteurs d'actions à droit de vote	16 749	4 205	72 825	52 218
Intérêts sur débetures pouvant être réglées en actions à droit de vote	32	—	96	96
Bénéfice servant au calcul du bénéfice dilué par action	16 781	4 205	72 921	52 314
Dénominateur				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	33 810	33 820	33 812	35 261
Débetures pouvant être réglées en actions à droit de vote	90	—	95	147
Options d'achat d'actions	269	410	257	355
Bons de souscription	—	296	67	280
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du bénéfice dilué par action	34 169	34 526	34 231	36 043
Bénéfice de base par action	0,50	0,12	2,15	1,48
Bénéfice dilué par action	0,49	0,12	2,13	1,45

Rachats d'actions

Le 15 juin 2007, la société a renouvelé, pour une période de douze mois, son offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités. Ce renouvellement vise de racheter pour fins d'annulation jusqu'à un maximum de 3 288 003 actions à droit de vote variable de catégorie A et à droit de vote de catégorie B de la société, représentant moins de 10 % des actions à droit de vote variable de catégorie A et à droit de vote de catégorie B détenues dans le public à la date du dépôt de l'offre. Les actions seront rachetées au cours du marché plus les frais de courtage.

Conformément à ses offres publiques de rachat dans le cours normal de ses affaires, la société a racheté, au cours de la période terminée le 31 juillet 2007, un total de 659 600 actions à droit de vote, composé d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 21 575 \$.

b) Options

	Nombre d'options	Prix moyen pondéré (\$)
Solde au 31 octobre 2006	710 462	14,07
Attribuées	145 099	37,12
Exercées	(304 743)	9,74
Solde au 31 juillet 2007	550 818	22,54
Options pouvant être exercées au 31 juillet 2007	277 858	14,97

c) Bons de souscription

	Nombre de bons de souscription	Montant (\$)
Solde au 31 octobre 2006	350 325	1 016
Exercés	(350 325)	(1 016)
Solde au 31 juillet 2007	—	—

Les débetures pouvant être réglées en actions à droit de vote n'ont pas été pris en compte dans le calcul du bénéfice dilué par action de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2006. L'incidence potentielle de ces titres sur le dénominateur est de 127 700 actions pour la période de trois mois terminée le 31 juillet 2006.

Aux fins du calcul du bénéfice dilué par action des périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2006, 8 576 et 255 385 options d'achat d'actions ont respectivement été exclues du calcul puisque le prix d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen des actions de la société pour les périodes respectives.

Note 5 : Acquisitions d'entreprises

Au cours de la période terminée le 31 juillet 2007 et de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, la société a procédé à des acquisitions d'entreprises. Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition, et les résultats des entreprises acquises ont été consolidés à compter de leur date d'acquisition respective, sauf mention contraire.

Acquisitions 2007

Le 1^{er} mai 2007, la société a acquis, pour une contrepartie au comptant de 1 264 € [1 921 \$], le solde des actions [30%] de Air Consultants B.V. (ACE). Un écart d'acquisition de 2 108 \$ a été constaté à la suite de cette opération.

Le 11 juillet 2007, la société a acquis la totalité des actions émises et en circulation du voyageur expéditif français L'Européenne de Tourisme (Amplitude Internationale) pour une contrepartie totale de 6 344 € [9 060 \$]. Un montant de 3 844 € [5 490 \$] a été versé au comptant à la date d'acquisition et le solde de 2 500 € [3 570 \$] est payable avant le 31 juillet 2008. La répartition du prix d'achat relatif à cette acquisition est préliminaire et devrait être finalisée dès que la direction de la société aura recueilli toutes les informations importantes jugées nécessaires. Un écart d'acquisition provisoire de 3 939 \$ a été constaté à la suite de cette opération.

Acquisitions 2006

Le 1^{er} décembre 2005, la société a acquis les actifs de vingt agences de voyages du réseau de Carlson Wagonlit Travel en France pour une contrepartie au comptant de 3 102 € [4 314 \$]. Un écart d'acquisition de 3 920 \$ a été constaté à la suite de cette opération. Les résultats de ces agences ont été consolidés à compter du 1^{er} janvier 2006.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, la société a acquis, par l'intermédiaire de Trip Central, les actifs de six agences de voyages situées en Ontario pour une contrepartie totale de 1 096 \$. Un montant de 338 \$ a été versé au comptant aux dates d'acquisition, et le solde de 619 \$ est payable en versements répartis sur des périodes variant de trois à cinq ans. Un écart d'acquisition de 925 \$ a été constaté à la suite de ces opérations.

Le 1^{er} mai 2006, la société a acquis la totalité des actions émises et en circulation du réseau d'agences de voyages Thomas Cook Travel Limited [«TCT»], situé au Canada, pour une contrepartie au comptant de 8 297 \$. TCT exploite un réseau de 67 agences détenues en propre et 124 agences franchisées, exploitées sous les bannières Thomas Cook et Marlin Travel. TCT exploite également 22 bureaux de change. À la suite de cette transaction, la société a entamé un programme de restructuration qu'elle a complété avant la fin de l'exercice terminé le 31 octobre 2006. Un montant de 1 651 \$, principalement constitué d'indemnités de cessation d'emploi, a été considéré dans la répartition du prix d'achat concernant cette restructuration. La société ne prévoit pas effectuer d'autres déboursés relativement à cette intégration. Un écart d'acquisition de 732 \$ a été constaté à la suite de cette opération.

Le 1^{er} août 2006, la société a acquis la totalité des actions émises et en circulation du voyageur britannique The Airline Seat Company, qui opère sous la marque Canadian Affair, pour une contrepartie au comptant de 20 670 £ [43 692 \$]. Un écart d'acquisition de 21 289 \$ a été constaté à la suite de cette opération.

Les acquisitions d'entreprises se résument comme suit :

	2007		2006	
	Air Consultants B.V.	L'Européenne de Tourisme	Total	Total
	\$	\$	\$	\$
Actifs nets acquis				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 363	3 428	5 791	49 797
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservées	—	—	—	5 640
Autres actifs à court terme	381	8 316	8 697	11 095
Immobilisations corporelles	46	131	177	2 113
Actifs incorporels				
Marques de commerce	—	—	—	18 242
Listes de clients	—	—	—	14 526
Autres actifs à long terme	—	81	81	—
Actifs d'impôts futurs	—	—	—	1 736
Écart d'acquisition	2 108	3 939	6 047	26 866
	4 898	15 895	20 793	130 015
Éléments de passif pris en charge				
Passif à court terme pris en charge	2 977	6 835	9 812	64 619
Passifs d'impôts futurs	—	—	—	6 982
Dette à long terme	—	—	—	1 015
	2 977	6 835	9 812	72 616
Actifs nets acquis à la juste valeur				
	1 921	9 060	10 981	57 399

Note 6 : Cumul des autres éléments du résultat étendu

Périodes de neuf (9) mois terminées les 31 juillet	2007 \$	2006 \$
Cumul des autres éléments des résultats étendus		
Solde au début de la période	22	(2 591)
Effet cumulatif des modifications comptables relatives aux instruments financiers [note 2]	(12 435)	—
Solde au début de la période redressé	(12 413)	(2 591)
Autres éléments du résultat étendu de la période	(6 661)	450
Solde à la fin de la période	(19 074)	(2 141)

Le solde de 2006 représente le reclassement des écarts de conversion reportés au cumul des autres éléments du résultat étendu.

Note 7 : Informations sectorielles

La société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur d'exploitation, à savoir les voyages vacances. Ainsi, les états consolidés des résultats incluent toutes les informations requises. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la société exerce ses activités principalement en Amérique du Nord et en Europe.

Information géographique

	Période de trois (3) mois terminée le 31 juillet 2007			Période de neuf (9) mois terminée le 31 juillet 2007		
	Amérique du Nord \$	Europe \$	Total \$	Amérique du Nord \$	Europe \$	Total \$
Revenus	475 034	266 728	741 762	1 850 126	515 373	2 365 499
Dépenses d'exploitation	465 365	251 675	717 040	1 751 136	501 748	2 252 884
	9 669	15 053	24 722	98 990	13 625	112 615

Immobilisations corporelles et écarts d'acquisition et autres actifs incorporels¹

214 079 124 257 338 336

	Période de trois (3) mois terminée le 31 juillet 2006			Période de neuf (9) mois terminée le 31 juillet 2006		
	Amérique du Nord \$	Europe \$	Total \$	Amérique du Nord \$	Europe \$	Total \$
Revenus	446 720	164 387	611 107	1 625 252	359 000	1 984 252
Dépenses d'exploitation	436 668	158 833	595 501	1 530 010	356 119	1 886 129
	10 052	5 554	15 606	95 242	2 881	98 123

Immobilisations corporelles et écarts d'acquisition et autres actifs incorporels²

217 406 117 624 335 030

¹Au 31 juillet 2007

²Au 31 octobre 2006

Note 8 : Garanties

Dans le cours normal de ses affaires, la société a conclu des ententes dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des opérations telles que contrats de location-exploitation, lettres de crédit irrévocables et contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements tels que non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, perte ou endommagement de biens, réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et passif environnemental.

Les notes 4, 9, 10, 11 et 21 des états financiers consolidés vérifiés 2006 fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

Contrats de location-exploitation

La plupart des contrats de location d'espaces dans les aéroports et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2034. La nature de ces ententes varie selon les contrats de telle sorte que la société ne peut estimer le montant total que ses filiales pourraient être appelées à verser à ses bailleurs. Il ne s'est jamais produit qu'une filiale de la société doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la société et ses filiales sont protégées par une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

Lettres de crédit irrévocables

La société a signé des lettres de crédit irrévocables avec certains de ses fournisseurs. En vertu de ces lettres de crédit, la société garantit le paiement de certains services touristiques, tels que chambres d'hôtel, qu'elle s'est engagée à payer, peu importe qu'elle les vende ou non. Ces ententes, qui portent sur des blocs de services touristiques considérables, sont généralement émises pour un an et sont renouvelables. La société a également remis aux organismes provinciaux de réglementation de l'Ontario et de la Colombie-Britannique des lettres de crédit garantissant certaines sommes à ses clients pour l'exécution de ses obligations. Au 31 juillet 2007, les garanties totales données par la société en vertu de ces lettres de crédit s'élevaient à 10 549 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces lettres de crédit.

Contrats de cautionnement

La société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle garantit un montant prescrit à ses clients à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés à la société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes sont généralement émises pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 31 juillet 2007, le montant total de ces garanties s'élevait à 780 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes.

Au 31 juillet 2007, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.

Note 9 : Événement postérieur à la date du bilan

Le 22 août 2007, Transat a annoncé qu'elle détenait un montant de 154 500 \$ (152 569 \$ au 31 juillet 2007), présenté à titre de quasi-espèces et de placements temporaires, et qui est investi dans du papier commercial adossé à des actifs (PCAA). Les PCAA sont protégés par des facilités de crédit qui ont pour but de protéger les investisseurs contre une perturbation de marché. Transat comprend que certaines banques, chargées de fournir ces facilités, auraient jusqu'à maintenant refusé de consentir les liquidités nécessaires à l'échéance des PCAA. Les échéances des PCAA que Transat détient s'échelonnent du 21 août 2007 au 29 janvier 2008 et des paiements au montant de 40 000 \$, dus avant le 5 septembre, n'ont pas été effectués.

Dominion Bond Rating Service, une agence internationale de notation, a placé plusieurs émetteurs de PCAA «Under Review with Developing Implications» à la suite de l'annonce, le 16 août 2007, qu'un groupe représentant des banques, des détenteurs d'actifs et des investisseurs majeurs ait mis au point un accord de principe portant sur une proposition à long terme et une entente intérimaire au sujet du papier commercial adossé à des actifs. Cette entente pourrait notamment entraîner la conversion des titres en question en obligations à terme à taux variable échéant au plus tôt à la date d'expiration stipulée des actifs sous-jacents.

Transat est en discussion avec une de ses banques et les gestionnaires des fonds, et suit la situation de près. Selon la direction de la société il est encore trop tôt pour déterminer l'issue finale de cette situation. L'incidence possible que pourrait avoir cette situation sur la situation financière de la société demeure incertaine à ce jour.



Siège social

Transat A.T. inc.
Place du Parc
300, rue Léo-Pariseau, bureau 600
Montréal (Québec) H2X 4C2
Téléphone : 514.987.1660
Télécopieur : 514.987.8035
www.transat.com
info@transat.com

**Agent des transferts et
agent comptable des registres**

Compagnie Trust CIBC Mellon

Cote officielle

Les actions cotées de la société
sont inscrites à la Bourse de
Toronto sous les symboles
TRZ.A et TRZ.B

VOYAGISTES EXPÉDITIFS

Transat Tours Canada (TTC)

Vacances Transat

Caraïbes, Amérique latine et Mexique
au départ du Canada,
marché Canada-Europe et croisières

Nolitours

Caraïbes, Amérique latine, Mexique
et Floride au départ du Canada

Look Voyages

Bassin méditerranéen, Afrique, Asie,
Caraïbes, Mexique, etc. au départ
de la France et Clubs Lookéa

Amplitude Internationale

Tunisie au départ de la France

Vacances Transat (France)

Amériques, Caraïbes, Asie, Afrique
au départ de la France.
Circuits en Europe de l'Est, Scandinavie,
Écosse, Irlande sous la marque Bennett

Brokair

Circuits de groupe au départ de la France

Canadian Affair

Voyagiste britannique spécialisé
sur le Canada

Rêvatours

Europe de l'Est, Asie, Afrique du Nord, etc.
au départ du Canada

Merika Tours

Destinations nord-américaines
au départ du Canada

Air Consultants Europe (ACE)

Représentant de TTC en Allemagne,
aux Pays-Bas, en Belgique,
au Luxembourg et en Autriche

VOYAGISTES RÉCEPTIFS SERVICES À DESTINATION

Jonview Canada

Circuits et forfaits à destination du Canada

Tourgreece

Circuits et forfaits à destination de la Grèce

Trafic Tours

Excursions et services à destination
au Mexique

Turissimo

Excursions et services à destination
en République dominicaine

Transat Holidays USA

Services à destination
et agence de voyages en Floride

DISTRIBUTION AU DÉTAIL

Transat Distribution Canada

Plus de 400 agences de voyages au Canada
(Club Voyages, Voyages en Liberté, TravelPlus,
Marlin Travel, tripcentral.ca)
et exitnow.ca

Club Voyages (France)

Réseau de 72 agences de voyages en France
(Club Voyages et Look Voyages)

TRANSPORT AÉRIEN

Air Transat

Transporteur aérien nolisé spécialisé
dans les voyages vacances

Handlex

Services aéroportuaires à Montréal, Toronto
et Vancouver